

Une Ingérence grossière



Par Guillermo Alvarado

De nouvelles évidences qui prouvent que certains gouvernements de l'Amérique du Sud, notamment celui de Macri de l'Argentine, ont intervenu dans les affaires intérieures de la Bolivie en 2019 et ont soutenu de différentes manières le coup d'État contre l'ancien président Evo Morales sont révélées chaque jour.

Le coup d'état a donné comme résultat la perte de nombreuses vies humaines et tout le monde se souvient, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ce pays, des massacres de Senkata et Sacaba, qui ont été perpétrés par des policiers et des militaires boliviens, il est vrai ; mais avec des munitions qui ont été évidemment envoyées depuis l'Argentine.

Ainsi l'a dénoncé récemment à Buenos Aires le ministre actuel de la Justice, Martín Soria, lorsqu'il a assuré que « Macri a chargé les armes avec lesquelles la dictature bolivienne a massacré son peuple ».

Le fonctionnaire faisait référence à la recherche menée dans les deux pays sur le fait que depuis le premier moment du coup, des fonctionnaires de l'administration du parti « Juntos por el Cambio » « Unis pour un changement » de par sa traduction en français, ont envoyé une grande quantité de munitions et

d'autres équipements au régime de facto.

Un avion de la Force Aérienne Argentine est parti avec 11 membres du corps élite connu sous le nom d'« Alacrán », pourvus de 70 mille cartouches pour une soi-disant protection de l'Ambassade argentine à La Paz.

Il n'y a jamais eu de tentative d'attaque contre le siège diplomatique, mais lorsque les officiels sont retournés au pays, ils sont rentrés sans munitions.

Le prétexte donné est qu'elles avaient été utilisées dans des entraînements à l'intérieur de l'Ambassade, ce qui est non seulement absurde mais ridicule car ils auraient dû passer des journées entières en train de tirer pour épuiser cette grande quantité de cartouches.

Mais ce n'est pas tout. Il est bien connu que pour transférer ce matériel militaire d'un pays à l'autre il faut respecter et suivre des protocoles établis et dans le cas argentin il faut compter sur l'approbation du Congrès, un pas qui a été franchi dans ce cas-ci.

On n'a pas non plus fait des démarches correspondantes aux douanes, alors tout simplement cela peut être qualifié de trafic illégal d'armes, un crime dans lequel sont impliqués l'ancien président Macri, son ministre des Affaires Étrangères, Jorge Faurie, et les anciens ministres de Sécurité Patricia Bulrich et de la Défense, Oscar Aguad.

Par contre, il existe une lettre, de l'ancien commandant de la Force Aérienne bolivienne Gonzalo Terceros, adressée à l'Ambassadeur argentin, Normando Álvarez García, remerciant l'aide envoyée par le gouvernement de Macri.

Juntos por el Cambio (Unis pour le changement) avait déjà perdu les élections et le président était proche du transfert de pouvoir à son successeur Alberto Fernández, et même sous ces conditions il a tout fait pour appuyer le coup d'État en Bolivie.

Une intervention vulgaire dans les affaires intérieures d'une nation souveraine.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/263929-une-ingerence-grossiere>



Radio Habana Cuba